

Annexe 3 au PV de synthèse

Enquête publique relative au projet de révision de la Charte du PNR Morvan Personne publique responsable : Conseil régional BFC

Questions complémentaires de la commission d'enquête

Question n°1 : Concernant la concertation, vous avez répondu avec beaucoup de détails sur une question que nous avions posée avant le début de l'enquête publique.

Compte tenu de quelques questions posées par le public durant cette enquête, pouvez-vous nous dire si des documents étaient mis en place pour que le public exprime par écrit ses observations et, si oui, quels en ont été les résultats.

Réponse de la personne publique responsable du projet

Question n°2 : Durant l'EP, il a été rapporté à plusieurs reprises la mise en place d'un contrat forêt-bois en Bourgogne Franche-Comté, signé en mars 2019. Pouvez-vous justifier l'absence de cette information au dossier, et apporter des précisions sur ses conséquences au regard de la Charte ?

Réponse de la personne publique responsable du projet

Question n°3 : Le dossier présenté au public comprend entre autre :

- L'avis de la CNPN du 21/11/2018 ;
- L'avis de la FPNRF du 12/12/2018 ;
- L'avis de l'Etat du 15/01/2019.

Lors de notre réunion du 21 décembre 2019 à Dijon, la commission d'enquête avait demandé la rédaction d'une note d'éclaircissement à joindre au dossier, sur la prise en compte de ces avis. Monsieur Caumont avait alors répondu que le dossier serait présenté en l'état.

Aujourd'hui, se pose à nouveau la question de connaître votre position sur la prise en compte de ces avis. Pouvez-vous préciser ?

Réponse de la personne publique responsable du projet

Question n°4 : Lors de l'EP, la commission a été surprise du peu de participation du public lors des permanences. Aujourd'hui, la publicité légale n'atteint pas toujours les objectifs qui lui étaient fixés initialement et il est toujours utile qu'elle soit complétée par d'autres moyens. A cet effet, avez-vous mené des campagnes d'informations complémentaires, à l'image de ce qui a été relevé dans le journal du Centre du 6 juin dernier (voir ci-contre), concernant le projet sur « l'avenir du Haut Folin ».

Pourquoi ne pas avoir fait de même pour le projet de révision de la Charte ?

Réponse de la personne publique responsable du projet

Question n°5 : la lecture du dossier, interpelle quant au mode d'exploitation des forêts :

Le projet de charte 2020/2035 :

- p12 « Aussi faut-il rester vigilant quand les pratiques en lien avec l'économie actuelle perturbent la qualité de cette biodiversité du Morvan ».
- P15 : *Ce système d'exploitation intensive a des conséquences sur l'érosion des sols, la qualité de l'eau, la biodiversité forestière et engendre des dépenses publiques très importantes pour la réfection des voiries. Il peut également entrer en conflit avec l'activité économique liée au tourisme, fortement dépendante du maintien de la qualité des paysages.*

Il conduit à des modifications du cadre de vie et d'attractivité mal ressenties par les habitants. »

Rapport d'évaluation environnementale projet 2020/2305 :

- Page 21 sur les mesures ERC : « *Le projet de Charte, dans sa globalité, aura un effet positif, direct et indirect, sur l'environnement et ne nécessitera pas la définition de mesures de réduction, ni de compensation.....* ».

Le fil rouge de la Charte étant le paysage, quelles mesures ERC le Parc pourrait-il mettre en place pour une bonne cohérence ?

Réponse de la personne publique responsable du projet

Question n°6 : Sur l'opportunité du classement en Parc **Naturel** régional.

Dans le document 5 relatif au rapport évaluation Charte 2008-2020, vous écriviez déjà à l'époque, dans la conclusion p37 :

« Le modèle dominant d'exploitation forestière intensive et exportatrice des massifs modifie de manière substantielle la qualité paysagère du Morvan; qualité paysagère qui est non seulement un des facteurs d'attractivité touristique du territoire, mais également un des critères de classement en Parc Naturel Régional ».

Avec le projet d'intensification d'exploitation de la forêt, comment voyez-vous mériter ce même critère de classement aujourd'hui ?

Réponse de la personne publique responsable du projet

Question n°7 :

L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation (L210-1 Ce). L'amélioration de sa qualité en Morvan est l'une des priorités de la Charte, et nul ne peut nier que sur un territoire donné, en l'occurrence celui du Parc, la nature et l'état des dispositifs d'assainissement des eaux usées ont un impact direct et substantiel sur le réseau hydrographique.

Contextuellement, en raison du caractère diffus de l'habitat, de la géologie locale (sol granitique) et de la sensibilité du bassin versant (région parisienne) ce point revêt à nos yeux, une importance capitale et nécessite une attention particulière.

Or, cette problématique est sous documentée dans le projet de Charte (mesure 11). Les quelques données fournies révèlent l'état médiocre des STEP et l'insuffisance de leur nombre (moins d'une commune sur 2 dispose d'une STEP !). Aucun document relatif à l'état des

SREP, des réseaux et des dispositifs d'assainissement collectifs et non collectifs n'est annexé ou adjoint à la Charte.

Page 87 de la Charte, Axe 2, Orientation 3, Mesure 11, « Engagement des signataires », l'assainissement des eaux usées sur le territoire du PNR n'est pas objectivé.

Question : Un diagnostic relatif à la problématique de l'assainissement des eaux usées sur le territoire du PNR, et des objectifs drastiques de création/restauration des stations, des réseaux et des dispositifs individuels seront-ils diligentés et le rapport annexé au projet de Charte ?

Réponse de la personne publique responsable du projet

Question n° 8 :

Si l'agriculture pratiquée en Morvan peut être une activité économique bénéfique sur le plan de l'environnement (paysages, biodiversité), elle a aussi ses fragilités propres et ses aspects négatifs sur l'environnement (premier poste d'émissions de gaz à effet de serre sur le territoire). Sans méconnaître les difficultés et les limites de l'action du PNR M en la matière, le projet de charte traite peu des actions, initiatives, expérimentations, etc. qu'il pourrait entreprendre, avec les partenaires, dans ce secteur pour atténuer le changement climatique (et s'y adapter). Quelles pistes d'action pourraient être envisagées ?

Réponse de la personne publique responsable du projet